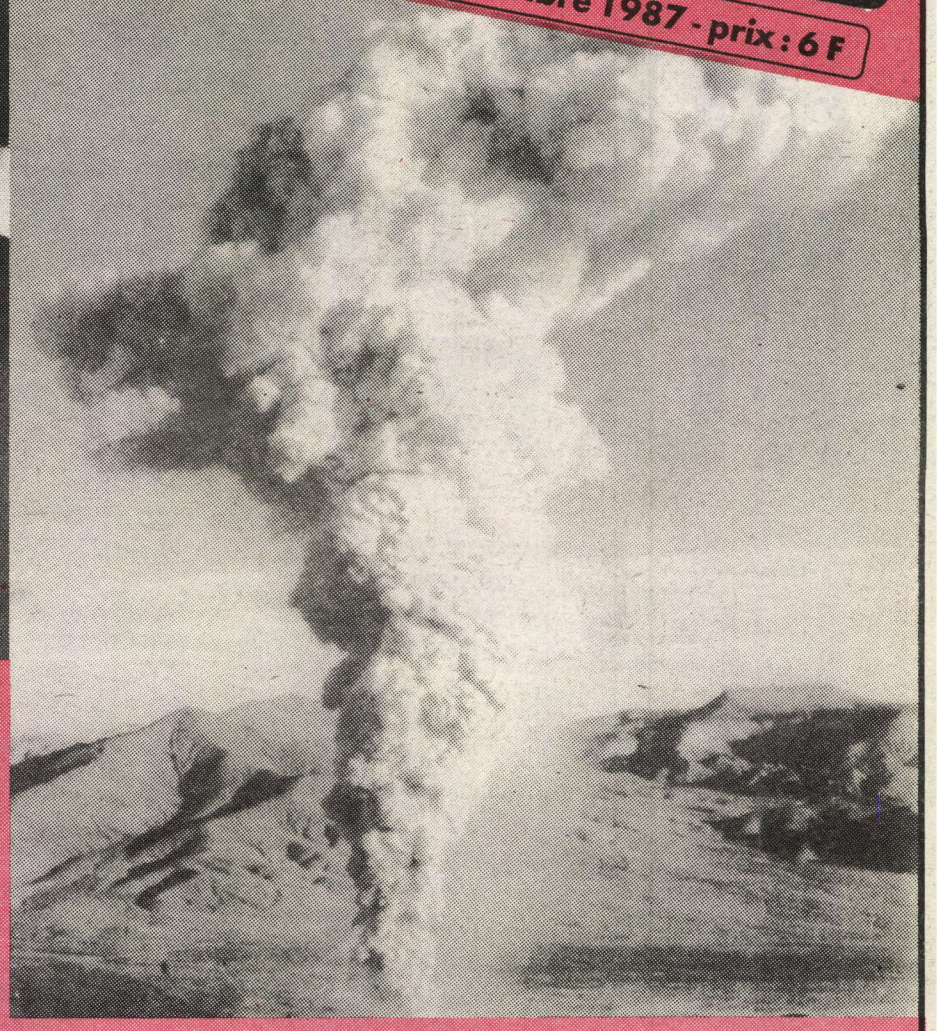
ISSN 0024-7650

M 6189 - 1019 - 6,00 F
3796189006007 10190

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 019 - 12 décembre 1987 - prix : 6 F

Accord Reagan-Gorbatchev



SEULS LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR METTRONT TOUTES LES ARMES A LA FERRAILLE

Accord Reagan-Gorbatchev :

SEULS, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR METTRONT TOUTES LES ARMES A LA FERRAILLE!

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Reagan et Gorbatchev ont apposé leur signature au bas du traité qui prévoit la destruction des fusées nucléaires de moyenne portée russes et américaines, déployées essentiellement en Europe.

Les commentaires n'ont pas manqué sur cet événement, un peu vite qualifié d'«historique», et surtout sur ses à-côtés ; car il a donné lieu à une grande mise en scène de la part des deux dirigeants, désireux d'en profiter pour leur publicité personnelle. On a beaucoup parlé de l'intimité entre Gorbatchev et Reagan, qui ne s'appelleraient plus que par leur prénom, et de l'inimitié qui séparerait leurs épouses Raïssa et Nancy. Assez pour qu'on puisse constater que les hommes qui dirigent aujourd'hui l'URSS se comportent exactement comme n'importe quel homme politique du monde capitaliste.

Mais, bien sûr, si Reagan et Gorbatchev veulent ainsi profiter de ce sommet pour asseoir ou restaurer leur popularité, c'est parce qu'il peut sembler, à beaucoup, comme un pas vers la paix et le désarmement. Mais est-ce vraiment le cas ?

★ ★ ★

Bien sûr, que quelques milliers de bombes atomiques dont la menace était suspendue sur nos têtes aillent à la ferraille, c'est toujours ça ! Pourtant cette destruction, si elle a vraiment lieu, sera aussi l'indication que des dizaines et des dizaines de milliards auront été ainsi consacrés à une œuvre parfaitement inutile. Des milliards, qui ont manqué à des millions d'êtres humains morts de faim durant toutes ces années. Et qu'on soupire d'aise et de satisfaction à l'idée qu'au moins ils n'auront servi à rien, est bien la marque du monde fou dans lequel nous vivons.

Mais que ce sommet soit un pas vers le désarmement, c'est faux, même si le traité sur les engins nucléaires à moyenne portée est respecté. Depuis au moins vingt ans, les deux Grands discutent en quasi-permanence du désarmement. Au mieux, les traités déjà signés ont décidé qu'une limitation des armements, imposée aux uns comme aux autres par la difficulté de faire payer à leur propre peuple encore plus pour s'armer davantage. Aujourd'hui les Etats-Unis comme l'Union Soviétique consacrent environ 1500 milliards de francs chacun, par an, pour les dépenses militaires. Il leur est difficile de faire plus. Mais le fait qu'ils détruisent une toute petite partie de leur arsenal nucléaire ne signifie pas qu'ils vont faire moins. La preuve, c'est que, la semaine dernière, les Etats-Unis viennent de voter quelques milliards de dollars pour le programme dit de «la guerre des étoiles». Ainsi les milliards qui n'iront plus à la construction de fusées atomiques à moyenne portée iront à la mise au point d'engins de destruction encore plus terrifiants.

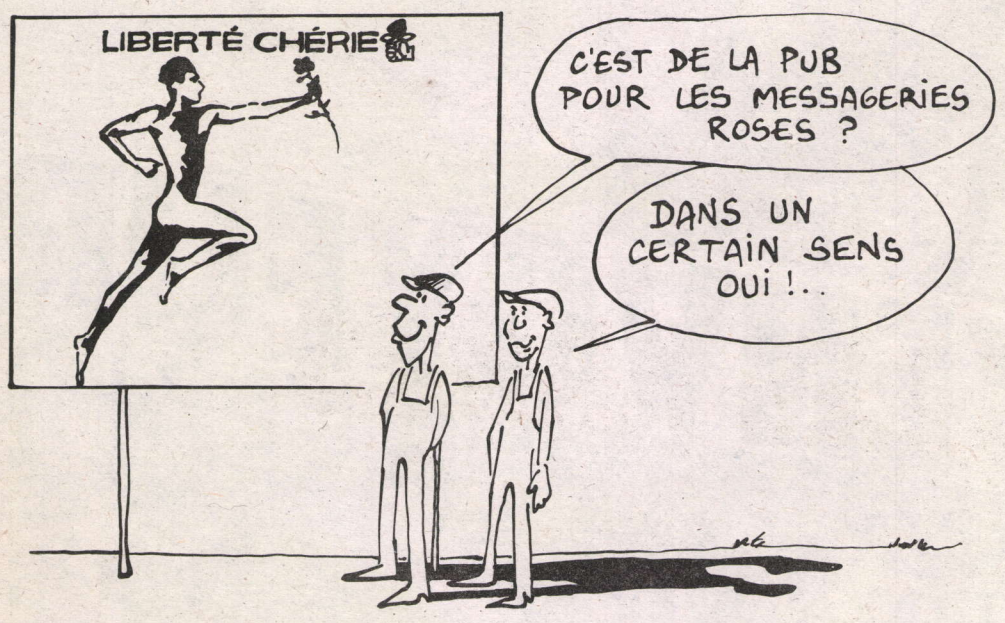
Et ce n'est pas plus un pas vers la paix dans le monde, même si on préfère évidemment voir les deux Grands s'embrasser que se faire la guerre pour le moment. Depuis 1959, il y a eu dix rencontres au sommet entre Russes et Américains. Et avant, il y avait déjà eu celles entre Staline et Roosevelt, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Toutes, elles ont été présentées comme un pas vers la paix. Et, aujourd'hui, certains ont pu calculer que, depuis 1945, il y avait eu 143 conflits dans le monde, qui auraient fait 12 millions de morts (certainement beaucoup plus en fait). Et il suffit sans doute de rappeler que la rencontre Kennedy-Khroutchchev en 1961 a été suivie de la guerre américaine au Vietnam, ou que celle de Carter et Brejnev en 1979 a été suivie de l'intervention russe en Afghanistan et de l'intervention américaine contre le Nicaragua.

★ ★ ★

Gorbatchev, le représentant des bureaucrates qui se sont installés sur le dos des travailleurs soviétiques, ne parle évidemment plus de la fin de l'exploitation et de l'oppression dans le monde, ce pour quoi la classe ouvrière russe a pourtant fait la révolution, il y a soixante-dix ans, en 1917. Mais il n'est pas davantage capable d'imposer à l'impérialisme la paix et le désarmement, dont il a plein la bouche.

La paix et le désarmement, avec aussi la fin de l'oppression et de l'exploitation, ne seront assurés que lorsque ce seront les vrais représentants des travailleurs russes et américains qui se rencontreront à Washington ou à Moscou. Mais pour cela il faudra que la classe ouvrière ait fait une nouvelle révolution aux Etats-Unis, en URSS... et ici.

Le PS lance une nouvelle campagne d'affiches :



POUR LE DÉPOUILLEMENT ON EST PRÉVENU...

Dans le cadre de sa pré-campagne électorale, le Parti Socialiste vient de sortir une série d'affiches. Comme les autres partis bourgeois il considère le problème des élections en termes de marketing. Et comme il a les moyens, surtout depuis son passage aux affaires (on nous a assez dit de quel genre «d'affaires» il s'agit), il s'est payé une agence de publicité renommée. Le PS tenait à ne pas situer socialement les personnages figurant sur ses affiches (il faut les voix de tout le monde), et il voulait un style «dépouillé» ; ce sont du moins les consignes qu'avait reçues l'agence de publicité.

Le résultat est... surprenant. Sur une des affiches, un bel éphèbe pose en plein élan, dépourvu de tout accessoire vestimentaire superflu, tel un athlète de la Grèce Antique. Il faut être branché pour savoir qu'il ne s'agit pas, mais non, d'une publicité pour les messageries roses, version gay. Une autre affiche montre une nymphette enceinte jusqu'aux yeux, en tenue d'Eve comme il se doit. Bref, il y en a pour tous les goûts... C'est que les agences de publicité ont leurs habitudes. On ne sait pas si l'objectif électoral du PS aura été atteint, mais les publicitaires du PS auront rempli le contrat, et pourront toucher leurs honoraires !

Au-delà des apparences, il faut peut-être néanmoins voir dans cette volonté de «dépouillement» un message politique : après l'«austérité» de droite avant 1981, après la «rigueur» de la gauche de 1981 à 1986, et la rigueur accentuée dans les 18 mois qui ont suivi avec la droite, aura-t-on droit au «dépouillement» socialiste version 1988, sans même une chemise pour étancher ses larmes ?

Ça promet...

André LAURIOT

Barre à la TV

JE VEUX ÊTRE PRÉSIDENT À LA PLACE DU PRÉSIDENT

(AFP)

Barre est passé à l'émission *7 sur 7* dimanche 6 décembre. Ce qu'on peut en retenir : pas grand chose d'intéressant et qu'on ne sache déjà. Il a décrit le portrait du président idéal d'après lui ; et ce portrait bien sûr lui ressemblait beaucoup...

Petit moment d'émotion, nous avons appris qu'un nouveau couple était en voie de se former : Barre-Delors. C'était Jacques Delors (l'ex-ministre des Finances socialiste) qui avait fait les premiers pas, en déclarant, il y a quelques semaines, qu'il était prêt à devenir Premier ministre de Barre. Barre lui a rendu dimanche la politesse et répondu délicatement à ses avances. Gauche, droite, allez savoir, mais on est entre gens du même monde.

Dernière information : Barre, s'il est élu, dissoudra l'Assemblée nationale. Il est clair et net là-dessus, contrairement à Chirac. Il est vrai qu'ils ne sont pas dans la même situation. Si Chirac est élu, il sera probablement content de sa majorité actuelle, courte certes, mais un tiens vaut mieux que deux tu l'auras.

Chirac est le chef du RPR, et en tant que tel, rival des chefs des autres formations de la droite. Retourner une deuxième fois devant les électeurs ne lui permettrait pas forcément d'élargir beaucoup plus le score majoritaire actuel de la droite à l'Assemblée.

Barre, au contraire, n'étant lié à aucun appareil, peut espérer trouver une majorité au-delà de la droite avérée. Les œillades que se font Barre et Delors ne sont pas gratuites... En cas de victoire aux présidentielles, Barre pourrait parier sur la possibilité de constituer à l'Assemblée une majorité confortable sur sa personne, d'où l'image de gros «rassembleur» qu'il cherche à se donner. Mais de ce calcul à sa réalisation, il reste bien des impondérables !

En une bonne heure d'émission, à part sur sa carrière et ses petits calculs, Barre n'avait rien à dire. Quand la journaliste, Anne Sinclair, lui a demandé s'il serait toujours le «Père-la-Rigueur» que nous avons connu avant 1981, il ne s'est défendu que très mollement. Il nous a même promis la continuation des efforts. Il s'y croyait déjà.

Marc RÉMY

RÉUNION PUBLIQUE DE LUTTE OUVRIÈRE

avec Daniel VITRY

Vendredi 18 décembre - 20 h

à CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Salle Victor Hugo
48, rue Victor Hugo
(MOHON)

QUAND LE FABIUS ÉCLATE

L'autre jour, à l'*Heure de vérité,* Fabius a piqué une colère noire. La raison ? Selon le sondage instantané que venaient de faire les présentateurs de l'émission, seulement 33 % des téléspectateurs pensaient qu'il était sincère dans l'affaire des ventes d'armes à l'Iran sous le gouvernement socialiste.

Fabius, tel un obus Luchaire, a donc explosé, et exigé illico un nouveau sondage. Ce qui a été fait, lui donnant cette fois-ci 50 % d'opinions croyant en sa sincérité.

La télévision est vraiment impitoyable. A défaut d'actes prouvant sa sincérité, Fabius n'a que sa tête à montrer. Et de ce côté-là, ce n'est pas la sincérité qui crève l'écran.

S'il est obligé de piquer une fausse colère à chaque fois qu'il veut prouver qu'il ne ment pas, sa santé va en prendre un coup. Sans compter qu'à force, on va vite ne plus croire aux colères non plus !

J.R.

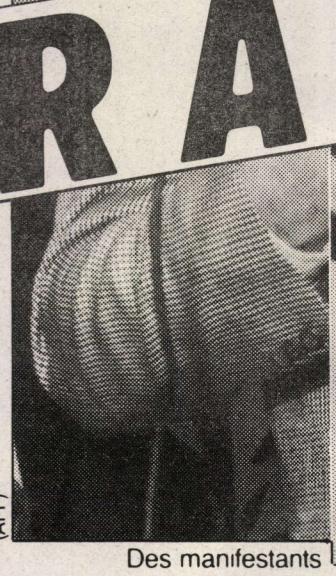
LE CUISINIER ET LES POIRES

Dans le *Figaro-Magazine* du 5 décembre, Paul Bocuse, le célèbre restaurateur, nous en apprend de belles sur ses relations avec les gendarmes : «*Pas un gendarme lyonnais n'oserait me mettre une amende, même lorsque je suis en infraction*». Au pire, «*cela se termine dans mon restaurant, devant l'apéro*». Jusqu'ici, rien d'original. Ce qui l'est un peu plus, c'est que les gendarmes ont tout confessé : «*Monsieur Bocuse n'est jamais verbalisé. Il fait jouer ses relations et la moindre contravention s'envole. Il fait construire un petit héliport sans autorisation, ou alors il se débrouille pour qu'une limitation de vitesse réglementant la circulation de la route qui passe devant son restaurant soit supprimée*». Plus encore, Bocuse a obtenu que deux gendarmes montent la garde du parking de son restaurant 3 jours par semaine ; et si par malheur la voiture d'un de ses clients est fracturée, «*il nous traite de bons à rien, allant jusqu'à dire qu'il serait plus efficace de disposer deux mannequins coiffés de képis, dans une vieille 4L bleue*».

Ce cri du cœur des pauvres gendarmes donne presque envie de pleurer. Tant qu'à faire, il faudra demander à Paul Bocuse un nouveau livre de recettes : «*Comment accommoder le poulet*».

M.F

Le Pen indésirable aux Antilles



(AFP)

Des manifestants guadeloupéens à l'aéroport de Pointe-à-Pitre attendant l'avion de Le Pen

RETOUR A L'ENVOYEUR

☐ **Réexpédié dans ses foyers! Remballé comme un malpropre! L'aventure arrivée à Jean-Marie Le Pen, le champion du «chacun chez soi» à condition que Le Pen puisse aller chez les autres, ne changera peut-être rien à la carrière politique du personnage. Mais c'est une leçon de dignité que lui ont donnée les Antillais qui l'ont empêché de débarquer, en même temps qu'ils l'ont donnée à tous ceux qui considèrent qu'on doit tolérer sans réagir les propos du chef du Front National.**

Jean-Marie Le Pen ne sait plus très bien sans doute où il doit s'arrêter dans la provocation. Vingt-quatre heures à peine auparavant, il avait déclaré, en substance, que la presse n'avait pas mis assez en évidence le fait que l'assassin des 21 vieilles dames parisiennes n'était pas blanc, mais un Antillais, noir. Le Pen voulait insister là-dessus.

Pourtant, pour lui qui tient tant à la nationalité, juridiquement les Antillais sont français, de souche, dit même la loi! Ils sont français sans l'avoir demandé, puisque c'est un statut qu'on leur a imposé, après des années de colonisation, imposée elle aussi par la violence.

Et les Antillais qui sont partisans de l'autonomie ou de l'indépendance de leurs îles, Le Pen n'a pas de mots assez violents pour les condamner : il leur reproche sans rire d'en vouloir à l'intégrité du territoire national, comme il le fait pour les Canaques.

Cela n'empêche pas, on le voit, le même Le Pen de mettre l'accent sur le fait qu'ils sont noirs.

Mais s'il y a des Noirs qui sont aujourd'hui français, c'est parce que les ancêtres de la bourgeoisie française, peut-être même les ancêtres de Le Pen, ont fait fortune ou tout simplement trafiqué avec le commerce des épices et des esclaves entre l'Afrique et les Antilles dites françaises.

Pour nous, travailleurs, que nous soyons français ou pas, noirs, jaunes ou blancs, les différences principales ne résident ni dans la couleur de la peau, ni dans la nationalité, ni dans la langue. La principale différence passe entre les exploiteurs et les exploités. Et c'est cette différence-là que Le Pen et les gens comme lui veulent nous faire oublier.

Leur but c'est de diviser les travailleurs entre eux et de détourner leur colère des véritables causes de la misère, du chômage, de l'exploitation.

Car pour les gens comme Le Pen, les problèmes raciaux ou nationaux sont un simple marchepied vers le pouvoir.

Alors, de temps en temps, Le Pen trouve à qui parler. En Martinique, l'avion n'a pas pu atterrir, mais en Guadeloupe c'est Le Pen qui n'a pas osé descendre pour faire face à ceux qu'il ose injurier de loin.

Personne n'aura donc eu l'occasion de savoir s'il a eu raison, ou pas, de revenir ici sans avoir eu cette explication face à face.

En tout cas, lui qui sème la division, voire la haine, basées sur la différence, il aura reçu, par un juste retour des choses, la monnaie de sa pièce.

La seule chose qui est dommage, c'est que la Martinique et la Guadeloupe soient les deux seuls départements français où Le Pen ait été, par la population, interdit de séjour.

Le Pen aime à dire qu'il préfère sa sœur à sa cousine et un Français à un étranger. Alors, nous, nous préférons un honnête homme, quelle que soit sa race, à Le Pen.

Et en deux mots comme en un, Bravo à nos frères martiniquais et guadeloupéens!

(Editorial des bulletins d'entreprise du lundi 7 décembre)

"LE FIGARO" OU LA VOIX DE LE PEN

Le Figaro du lundi 7 décembre s'est lancé dans une croisade contre la presse qu'il a qualifiée «de gauche» (à part lui et *France-Soir,* les autres journaux sont pour *Le Figaro* tous de gauche). *Le Figaro* reproche donc à la presse de ne pas avoir fait dans le sensationnel à l'occasion de l'arrestation à Paris des deux assassins de 21 vieilles dames. La presse en question aurait traité cet événement comme un *«banal fait divers»,* alors que *Le Figaro* y voit *«une des affaires criminelles les plus symptomatiques de notre époque»*...

Pourquoi? Serait-ce parce que les assassins en question sont antillais? L'ensemble de la presse aurait-elle dû se lancer dans une campagne contre les Noirs, les Antillais, les Guyanais? C'est exactement ce que fait Le Pen quand il accuse la police d'avoir *«par soi-disant anti-racisme, masqué à l'opinion»* que l'assassin était *«noir».* La presse d'Hersant essaye de relayer Le Pen comme elle peut.

S'il y a bien quelque chose de «symptomatique de notre époque», c'est ce que peuvent écrire des journaux comme *Le Figaro,* tout comme était «symptomatique d'une époque» la presse antisémite des années trente...

M.R.

Strabisme divergent dans la course aux voix :

LA DROITE POUR ET CONTRE LA PEINE DE MORT

Evoquant l'exemple de l'assassin de 21 vieilles dames, Pasqua a déclaré dans une interview au *Journal du dimanche* qu'il voterait volontiers le rétablissement de la peine de mort, suggérant l'organisation d'un référendum sur ce sujet.

Dans le même temps, pour ne pas déplaire aux électeurs de droite qui seraient opposés à la peine capitale, Toubon (RPR) s'est empressé de déclarer que *«la peine de mort ne règle rien».*

En ce moment, pour chaque problème, c'est toujours ainsi; la droite a deux têtes, c'est-à-dire deux langues: l'une pour les électeurs d'extrême-droite, l'autre pour les électeurs de la droite plus libérale. Une élection présidentielle, ça oblige à une petite division du travail.

JOSPIN À LA RESCOUSSE DE LE PEN...

Il fallait bien que quelqu'un vienne au secours de Le Pen : ce fut Jospin, secrétaire du PS. Ce dernier a déclaré le 7 décembre : *«Je n'approuve pas que Le Pen soit mis hors d'état de se déplacer sur le territoire français»*, estimant qu'il convient pour le ministre de l'Intérieur d'être *«sans indulgence contre cette atteinte à la libre circulation, même si les motifs de l'intervention (des Antillais) paraissent justes et nobles»*.

Pour Jospin, les motifs des Antillais sont justes et nobles à condition qu'ils se taisent. Il aime bien les Noirs antillais, à condition qu'ils ne sachent pas répondre aux provocateurs racistes. Car dès qu'ils se font respecter, ce ne sont plus de bons Noirs, et Jospin devient «sans indulgence» et demande à la police de sévir. Le brave homme, qui ne défend les offensés et les humiliés que pour autant qu'ils le restent... et s'apprête à sévir dès qu'ils imposent leur dignité!

Et pourtant Jospin et son parti sont contre le racisme. Ils le disent assez. Le PS participe en France à de sages manifestations antiracistes. Il n'hésite pas à parler au nom des beurs et des potes... Que ne ferait-il pas pour cela, y compris organiser avec SOS-Racisme des concerts rock! Mais combattre le racisme, combattre les adversaires des pauvres et des travailleurs, ceux qui veulent les diviser sur des critères de races et de nationalités, ne serait-ce qu'en ridiculisant un homme d'extrême-droite en lui rendant la monnaie de sa pièce, non, surtout pas. Jospin et son parti sont contre. Leur solidarité avec les exploités et les opprimés s'arrête là.

On vient d'en avoir une preuve concrète. Il a suffi que la population de Martinique et de Guadeloupe accueille Le Pen comme il le mérite, pour que le socialiste Jospin ne soit plus solidaire d'elle.

Cela montre qu'il ne faudra compter en rien sur le PS et des gens comme Jospin dans des circonstances plus graves, lorsque la population aura à se défendre physiquement contre l'extrême-droite.

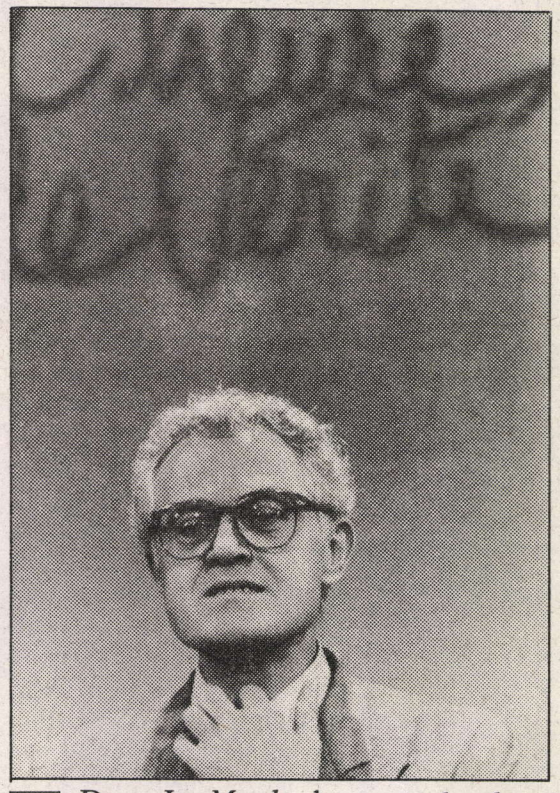
Sans compter que lorsque Jospin prône *«la libre circulation sur le territoire français»*, à propos de la Martinique et de la Guadeloupe, il trahit ni plus ni moins l'arrogance coloniale d'un politicien français.

Le Pen, lors de son retour sans gloire, s'en est pris à Pasqua *(«un Etat qui est incapable de faire la loi chez lui, c'est inacceptable»)*; Jospin, lui, a reproché à Pasqua d'avoir été *«trop indulgent»*. Le Pen lui-même ne devait pas en attendre autant de la part du Parti Socialiste. C'est peut-être pour cela qu'à son retour il a demandé l'arbitrage de Mitterrand!

A croire qu'au moment où la droite fait preuve d'une grande prudence vis-à-vis des électeurs choqués par le «détail» invoqué par Le Pen, le PS, de son côté ne dédaigne pas de quêter à son tour les voix des Dupont-Lajoie.

Tout cela est bien minable et sordide. Et on peut d'autant plus se réjouir de la façon dont les Antillais nous ont montré à nous tous ici, en France, la meilleure façon de parler à Le Pen, en se gardant bien d'attendre les bons conseils et la solidarité des politiciens de gauche français.

Michel BONDELET



...“LE MONDE” À LA RESCOUSSE DE JOSPIN

Dans *Le Monde* du mardi 8 décembre, on peut lire: *«Le Pen est un représentant élu du peuple français. Nul ne peut s'arroger le droit de lui interdire le séjour de quelque canton que ce soit du territoire national. Le refoulement populaire dont il a été l'objet aux Antilles est, dans une certaine mesure, à inscrire au palmarès de cette logique de l'exclusion dont il s'est fait le héraut tonitruant et inlassable»*. *Le Monde* conclut: *«Mais c'est au nom de la condamnation même de ses attitudes de rejet qu'on se doit de défendre en Jean-Marie Le Pen un refoulé de trop. Refoulé, lui, pour la couleur de ses idées»*.

Le Monde serait le porte-parole officieux du Parti Socialiste qu'il ne se serait pas exprimé autrement. Lui aussi, comme Jospin, tient à la «libre circulation» de Le Pen sur les «cantons français», et trouve qu'il y a un refoulé de trop quand c'est la population qui n'accorde pas droit de cité à l'un des représentants les plus cyniques des exploiteurs et des oppresseurs.

Lundi, *Le Monde* trouve *«qu'on se doit de défendre, en Jean-Marie Le Pen un refoulé de trop»*. Mardi, le même journaliste (Bruno Frappat) déplore certes l'expulsion des opposants iraniens de France. Mais comme il s'agit de «refoulements» qui viennent d'en haut cette fois, le style du journaliste est alors différent, ironique, se complaisant à constater *«notre conscience anesthésiée»*, en se gardant bien de proclamer *«qu'on se doit de défendre 26 refoulés de trop»*.

Le Monde a des «principes», et condamne toute attitude «de rejet». Mais le rejet par en bas de certain lui inspire des accents plus fermes que le rejet par en haut de bien d'autres.

Car la couleur des idées du *Monde* doit être bien grise et ses solidarités humaines bien refoulées, pour savoir choisir clairement son camp entre oppresseurs et opprimés!

M.B.

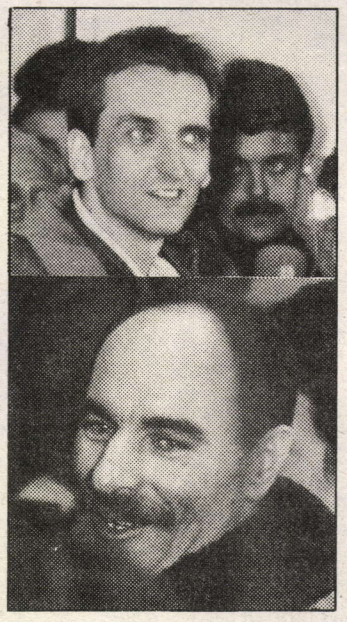
26 opposants iraniens expulsés

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ÉCHANGE SES OTAGES

Lundi 7 novembre, le ministre de l'Intérieur, Pasqua, faisait arrêter 26 opposants iraniens, membres de l'organisation des Moudjahidines du Peuple d'Iran.

Parmi ces opposants, la plupart étaient condamnés par coutumace par le régime de Khomeiny et résidaient en France avec le statut officiel de réfugiés.

Les otages français au Liban Roger Auque et Jean-Louis Normandin (ci-dessous). Prix de leur libération : l'expulsion d'opposants au régime de Khomeiny (ci-dessus, les familles des expulsés). AFP.



Décidément, cette rançon à l'Iran pour la libération des otages français au Liban, quoi qu'en aient dit Chirac ou Pasqua, n'en finit pas de se payer. Ça continue même de plus belle.

Il y a eu les milliards versés, puis les échanges de «diplomates»; voilà maintenant le bradage des opposants au régime de Khomeiny qui, paraît-il, bénéficiaient pourtant du «droit d'asile» en France, feu le droit d'asile !

Côté droits de l'homme, les 26 opposants ont, paraît-il, «le choix» du pays vers lequel ils seront expulsés. Le choix ! 17 d'entre eux ont été réduits à accepter pour destination... le Gabon ! Cela montre en tout cas clairement que l'Allemagne de Kohl, l'Angleterre de Thatcher et autres brigands impérialistes européens, ont tous, comme la France, partie liée au Moyen-Orient, et que l'enjeu de leurs marchandages secrets avec Khomeiny dépasse de très loin les otages que les uns ou les autres peuvent ou pourraient avoir au Liban, et consiste bien plutôt à sauver les intérêts de leurs marchands de canons nationaux respectifs...

En tout cas, pour revenir à cette dernière ignominie de la France, il sera plus difficile désormais de nous raconter que ce sont les «droits de l'homme» qui sont en jeu.

Tous ces impérialismes européens, et la France occupe une place de choix à ce titre, ont des intérêts à défendre, sordides, et qui consistent en ces profits fabuleux que réalisent les marchands de la mort en gros. A ce titre, ceux qui posent leurs conditions, qui dictent leurs principes (plus exactement le prix auquel on peut faire céder les principes) et leurs retournements d'alliances aux hommes d'Etat, aussi bien ceux d'Iran, d'Irak, que ceux de France, ou d'ailleurs, tout comme, au bout du compte, le montant et la nature des rançons et des échanges d'otages, sont les mêmes : ceux qui, dans l'ombre, veillent aux intérêts des Matra, Luchaire, Thomson CSF, et autres Dassault...

C'est finalement à ces gens-là que le gouvernement fait cadeau de la liberté des 26 opposants iraniens arrêtés et expulsés.

Si après tout cela, par chance, les derniers otages français au Liban arrivaient quand même à être libérés, il leur restera sans doute une drôle d'amertume. Comme à ceux qui le sont déjà. Car très probablement, jamais eux-mêmes n'auraient exigé leur liberté en échange de la suppression du droit d'asile des opposants iraniens. Et le gouvernement français, autre ignominie, leur aura fait assumer malgré eux une honte qui ne leur appartient pas.

Quant aux travailleurs de ce pays, ils ne doivent pas se laisser abuser, et croire que c'est là le prix inévitable à payer. Ils doivent toute leur solidarité aux opposants iraniens expulsés, contre leur propre gouvernement français, dont la parole ne pèse pas lourd, lui qui a eu déjà tant d'occasions de montrer son mépris des droits de l'homme en France, comme son mépris pour les populations d'Iran comme d'Irak qui, grâce à ses ventes d'armes aux deux dictatures, ont eu plus d'un million de morts depuis sept ans !

Pierre REDON

Pasqua à l'œuvre : nouvelle interdiction contre la presse d'opposition algérienne

La circulation, la distribution et la mise en vente de la revue *Novembre,* proche du Mouvement pour la Démocratie en Algérie (MDA) de Ben Bella, viennent d'être interdites dans toute la France par Pasqua.

Depuis décembre 1986, c'est la quatrième interdiction en France de journaux proches du mouvement de Ben Bella. Raison officielle, toujours la même : ces revues seraient *«de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France».*

Ces intérêts commandent sans doute à Pasqua et au gouvernement de rendre service à la dictature algérienne en contribuant à museler ses opposants, y compris sur le territoire français. Cette collaboration va même plus loin, on l'a vu il n'y a pas longtemps lorsque, à la suite de l'assassinat en France de l'avocat du MDA, Ali Mecili, en avril dernier, le principal suspect (en contact avec les services secrets algériens) s'est vu, fort opportunément, expulsé vers l'Algérie par les services du ministère de l'Intérieur.

Les opposants politiques n'ont décidément par l'heur de plaire à M. Pasqua. Ce qui devrait normalement lui faire pas mal d'amis parmi les dictateurs de ce monde.

C. LG

colonialisme

TAHITI ON CHANGE DE TÊTES POUR FAIRE LA MÊME CHOSE

Le chef du gouvernement de Polynésie a donné sa démission, à la suite de la motion de censure déposée par 15 dissidents de son parti, dont trois ministres démissionnaires, et par l'opposition. C'était le protégé du secrétaire d'Etat au Pacifique-Sud, Gaston Flosse, pour lequel l'événement est donc un camouflet.

Le candidat à la succession, chef de la «conjuration» qui a abouti à ce résultat, Alexandre Léontieff, était lui-même ministre de l'Economie et du Tourisme dans ce gouvernement.

Le statut de Tahiti-Territoire d'outre-mer doté de l'autonomie interne dans le cadre de la République permet, à son échelle, ce petit jeu de rivalités politiciennes et personnelles. Mais, dans le contexte actuel, après la grève des dockers et l'émeute qui a secoué Papeete fin octobre, elles comportent aussi un autre enjeu.

La situation sociale de Tahiti est explosive. Alors, les possédants et les profiteurs de tout poil cherchent un moyen de la désarmorcer. Ainsi Léontieff ne cache pas la nature de ses craintes et de ses préoccupations. A la radio, il a parlé de *«rétablissement de la confiance et de la paix sociale»*, de *«rigueur et de transparence dans la gestion»* (tout en écrivant par ailleurs, plus discrètement : *«La situation des entreprises s'annonce si difficile en 1988 que toute nouvelle augmentation sensible des salaires se ferait au détriment de l'emploi, seule réelle flexibilité dont disposent les chefs d'entreprises pour alléger leurs charges...)»*.

Le camp dans lequel se situe Léontieff ne fait pas de doute. Il se permet bien quelques critiques sur l'état de l'économie pour en rendre responsables les précédentes autorités et laisser entendre qu'il va peut-être changer quelque chose. Mais c'est avant tout un défenseur de la présence française et des intérêts des possédants qui lui sont liés.

Il réclame *«une plus grande solidarité en faveur des Polynésiens les plus démunis»*. Mais ceux-ci, précisément, savent bien ce que cette présence française signifie : outre la misère, la matraque et les emprisonnements quand ils se rebiffent. Alors, il est douteux que *«les Polynésiens les plus démunis»* – en fait, la masse de la population – se laissent duper par un changement de têtes si visiblement inspiré par la sainte trouille que leur révolte a fait naître chez les privilégiés et les parasites du pouvoir.

C.LG

NOUVELLE-CALÉDONIE DU PAIN, DES JEUX... ET DES MATRAQUES

Mardi 8 décembre, à Nouméa, 400 Kanaks manifestant à l'appel du FLNKS ont été chargés et dispersés sans douceur par la police.

Il faut dire que c'était l'ouverture des 8e jeux du Pacifique, organisés cette année en Nouvelle-Calédonie. Les autorités coloniales ne souhaitaient pas que l'apparition des partisans du FLNKS trouble cette manifestation sportive... d'autant qu'elle est au moins autant une manifestation politique, celle de la présence française en Nouvelle-Calédonie.

L'argent n'a pas manqué pour ces jeux. Le comité organisateur a été doté d'un budget qui dépasse celui de certains petits Etats de la région. Il s'agissait de montrer à tout le voisinage que la Nouvelle-Calédonie est riche car, pour elle, l'Etat français ne lésine pas sur les moyens.

Il n'y a qu'un hic, c'est que cette Nouvelle-Calédonie riche qui peut accueillir des jeux à grand spectacle est celle des Caldoches, soutiens du pouvoir colonial. Cela se voit même dans la composition de la délégation néo-calédonienne aux jeux, dans laquelle les Mélanésiens sont fort rares.

Bref, à Nouméa, c'est la grande fête du sport... sauf quand des Kanaks viennent rappeler que ce pays est le leur. Eux, on les matraque pour qu'ils ne gâchent pas le spectacle.

Sécu

LE GOUVERNEMENT ORGANISE L'INSÉCURITE SOCIALE

Chirac a d'ores et déjà annoncé quelques mesures sur la Sécurité sociale, en attendant les suivantes. Parmi celles-ci, l'augmentation du forfait hospitalier qui passera de 25 à 27 francs.

Ce forfait hospitalier avait été instauré par un gouvernement PC-PS – Chirac et la droite continuent donc dans la foulée.

L'essentiel du projet, par ailleurs, consiste à séparer les 4 différentes branches, allocations familiales, maladie, accidents du travail, caisse vieillesse.

L'assurance maladie voit en ce moment son déficit se rétrécir, grâce aux mesures crapuleuses récemment prises sur la suppression des remboursements à 100 %, mesures qui font particulièrement mal aux personnes âgées. La branche, qui à l'opposé pose le plus problème, est celle de la caisse vieillesse: avec l'abaissement de l'âge de la retraite et le vieillissement de la population, cumulés avec la baisse des rentrées occasionnée par le chômage, le trou de la branche en question ne peut aller qu'en s'accroissant.

La séparation des caisses ne fait finalement que préparer le terrain, soit à une diminution des pensions, soit à une augmentation des cotisations, ou les deux à la fois. Sans compter les mesures visant à retarder l'âge de la retraite.

L'offensive contre la Sécurité sociale continue donc, et de la gauche à la droite, au nom de la nécessité de combler le trou, c'est la même politique de régression qui est menée.

UN CADEAU DE PLUS AUX PATRONS ?

Parmi les mesures du gouvernement Chirac concernant la Sécurité sociale, il y a la séparation des différents régimes. Il serait entre autres question que le régime des accidents du travail soit séparé des autres branches de la Sécu. Cela correspond, si cela se fait, à une ancienne revendication des patrons. En effet, la caisse du régime des accidents du travail est excédentaire (2 milliards), et cet excédent servait à équilibrer la branche maladie.

La caisse du régime des accidents du travail est alimentée uniquement par les cotisations patronales. En se contentant de l'équilibrer, on pourrait donc diminuer les cotisations des patrons, ce que ceux-ci réclament, ne voulant pas contribuer à diminuer le déficit des autres caisses.

Ça ne les choque pourtant pas que les cotisations des salariés servent à équilibrer les autres régimes de la Sécu (agriculteurs, commerçants,...). Mais qu'il y ait un transfert de caisse accidents du travail à la caisse maladie, voilà qui est bien inacceptable à leurs yeux...

Les patrons sont de beaux hypocrites. Il est bien normal que les cotisations des patrons pour les accidents du travail alimentent la caisse maladie. Car nombreuses sont les maladies provoquées par les conditions de travail, y compris toutes celles qui ne sont pas reconnues comme des maladies professionnelles, et sont à la charge de la caisse maladie. Même si les patrons se plaignent, on ne peut certes pas dire qu'ils cotisent en excédent.

Le projet du gouvernement, s'il se confirme dans le sens où le demandent les patrons, serait un cadeau de plus qui leur serait fait au détriment des travailleurs.

Marc REMY

Forte abstention aux élections prud'homales

QUE LES PATRONS NE S'Y FIENT PAS

L'abstention plus importante encore qu'en 1982 est ce qui a le plus caractérisé les dernières élections prud'homales. Des chiffres dont nous disposons au moment où nous écrivons, il apparaît que seulement 46 % des salariés inscrits se seraient déplacés pour voter (contre 58 % en 1982) et parmi les employeurs il y aurait encore plus d'abstentionnistes, seulement 34 % auraient voté.

La CGT se maintiendrait aux alentours de 37 % (elle subirait une légère baisse de 0,4 %), la CFDT se maintiendrait également avec environ 23 % (perte également de 0,4 %), FO progresserait de 2,8 % et avoisinerait 21 %, tandis que la CFTC se maintiendrait (8 %), et que la CGC, annoncée gagnante avant le scrutin, parce qu'elle présentait pour la première fois des candidats pratiquement partout, serait en recul de 2,2 % pour n'atteindre que 7 %.

Les conclusions que l'on peut tirer de ces premiers chiffres, c'est que la CGT, en dépit ou grâce à l'image qu'elle essaye de se donner de syndicat combatif – image que bien des patrons petits et grands lui prêtent également – ne passe pas plus mal qu'avant auprès des électeurs salariés. Ce qui est du point de vue des intérêts des travailleurs un résultat préférable.

Ceci dit, reste la forte abstention. Est-elle comme le prétendent un certain nombre de commentateurs de la presse un signe de l'usure du crédit des syndicats? Peut-être, mais tout dépend de ce que l'on entend par-là. S'agit-il de la déception de travailleurs pensant que ceux-ci n'obtiennent pas suffisamment autour du tapis vert, ou s'agit-il de travailleurs qui ne les trouvent pas assez combatifs et sont déçus de les voir rester l'arme au pied face à l'offensive patronale sur l'emploi et sur le niveau de vie? Là-dessus les élections prud'homales ne peuvent guère nous renseigner.

La forte abstention pourrait très bien résulter du fait que nombre de travailleurs n'osent même pas réclamer leurs droits, et n'ont même pas osé braver leur patron pour aller voter. Car la plupart des patrons sont loin d'aimer l'institution prud'homale, et la voient au contraire d'un sale œil. D'ailleurs si la CGC a eu si peu de succès en retour de ses efforts pour être présente partout, ce pourrait être aussi parce que les cadres, encore moins que les ouvriers, n'osent se faire remarquer en montrant qu'ils s'intéressent aux Prud'hommes, auxquels ils ne pourraient avoir recours que contre leur patron.

Si ces élections prud'homales, avec l'abstention croissante dont elles ont été marquées, sont significatives de quelque chose, ce serait alors plutôt finalement de l'attitude des travailleurs face à une situation où dans les cinq dernières années le chômage et la pression qu'il engendre n'ont pas cessé de croître. Il ne faudrait cependant pas trop s'y fier, car un certain nombre de conflits actuels le laissent percer, du désespoir à la colère, il peut ne pas y avoir loin.

L.G.

Bergeron, Maire, Krasucki en train de voter (AFP).

Amendes pour les «Dix de Billancourt»

Quelques-uns des militants de la CGT accusés, avec leur avocat, lors de l'ouverture du procès en octobre dernier (AFP).

UN RECUL DANS LA RÉPRESSION

Le verdict pour les «Dix de Billancourt» est tombé: des amendes de 1000 à 3000 F. Les intéressés, inculpés pour violation de domicile, séquestration arbitraire avec injures et vol de documents, ont été relaxés d'une partie de ces accusations et ont, selon le tribunal, *«compte tenu du contexte des licenciements»* bénéficié de *«très larges circonstances atténuantes»*.

Ainsi le verdict a été plus clément que le réquisitoire du procureur de la République qui déjà, se voulant apaisant, demandait des amendes et des peines de prison avec sursis. Nul doute qu'il s'agisse d'un recul, recul dont non seulement les militants du PCF et les cégétistes, qui avaient fait des «Dix de Billancourt» un cheval de bataille, mais également tous les travailleurs peuvent se réjouir, même s'il reste quand même une condamnation pour le principe et que les militants en question sont à la porte de chez Renault.

Certes la mobilisation pour les «Dix de Billancourt» est toujours restée très étrangère à la masse des travailleurs, qui bien souvent ne comprenaient pas que l'on fasse plus de bruit autour du licenciement et de la répression de ceux-là, qu'on n'en faisait pour tous les autres, qui se comptent par milliers et même par dizaines de milliers au même moment.

A tort sans doute... mais le fait est que le PCF faisait de la lutte contre la répression de quelques militants, involontairement ou volontairement transformés en martyrs, un combat privilégié, destiné à montrer qu'il est le seul parti, la seule organisation à mener réellement la lutte puisqu'il est celui qui prend le plus de coups; et cela suscitait en retour les réserves de nombre de travailleurs, ne croyant guère par ailleurs à une volonté réelle de sa part de mener une véritable lutte d'ensemble de la classe ouvrière.

Toujours est-il qu'après le procureur, ce sont les juges qui n'ont pas voulu jeter d'huile sur ce feu, et n'ont pas voulu fournir au PCF de trop bons motifs de poursuivre sa campagne sur ce terrain. On ne peut douter que le gouvernement soit pour quelque chose dans tout cela, «indépendance de la Justice» ou pas. Non pas qu'il y ait de quoi effrayer la bourgeoisie par de tels combats, défensifs et minoritaires, mais parce que les politiciens du gouvernement ont dû juger qu'il n'était pas de leur intérêt d'aider plus longtemps le PCF à se forger l'image de marque qu'il souhaite, celle-ci fût-elle appréciée que d'un milieu restreint de travailleurs.

D'une façon ou d'une autre, cet aboutissement atteste finalement des capacités du PCF à limiter la casse, lorsque ses militants sont mis en cause. Tant mieux. Mais le problème reste posé de mettre un coup d'arrêt à la casse pour l'ensemble de la classe ouvrière, confrontée à l'offensive patronale, aux licenciements et à la baisse du niveau de vie, qui n'en continuent pas moins.

Louis GUILBERT

Renault-Cléon

LA DIRECTION VEUT LICENCIER, LES TRAVAILLEURS NE LA LAISSENT PAS FAIRE

A Renault-Cléon, depuis plusieurs semaines, on attendait que les licenciements annoncés par la direction tombent. Des débrayages massifs avaient déjà eu lieu contre ces licenciements.

A partir du jeudi 3 décembre, la direction a convoqué individuellement des travailleurs pour leur donner en mains propres une lettre leur stipulant qu'ils faisaient partie du personnel en sureffectif; avec hypocritement la possibilité d'opter pour une des mesures du soi-disant plan social (c'est-à-dire départ volontaire avec 50000 F d'indemnité) et les autorisant à rentrer chez eux dès la fin de l'entretien puisqu'ils seraient payés intégralement jusqu'à la fin décembre.

La direction avait soigneusement préparé son coup. Au niveau de la procédure d'abord, et en choisissant ensuite soigneusement les personnes visées, dans l'espoir d'amortir toute réaction: en choisissant des non-grévistes notoires mal vus par leurs camarades d'atelier, ou des travailleurs prenant souvent des arrêts, ou des travailleurs immigrés. Mais, quels que soient les travailleurs concernés, c'est massivement que les travailleurs ont riposté.

La manœuvre n'a donc pas marché, d'autant plus que la maîtrise a convoqué des travailleurs de 50-52 ans près du FNE (départ en retraite anticipée), ayant plus de 20 ans de boîte, ou ayant subi des drames personnels (deuil, problèmes de santé graves). Indépendamment des cas, ça a été un vent de révolte dans les ateliers et dès vendredi 4 décembre, dès qu'un travailleur était convoqué c'est l'ensemble de l'atelier qui débrayait spontanément. Par exemple à la Fonderie, plusieurs travailleurs avaient des sifflets, et à la moindre alerte, prévenaient à coups de sifflet leurs copains; l'ensemble des travailleurs se précipitaient alors au bureau du chef.

Dans ce secteur la tension et l'exaspération étaient telles que tous les travailleurs se sont réunis au réfectoire, et que c'est le directeur de la Fonderie qui a dû se rendre auprès des travailleurs réunis, pour s'expliquer et donner l'ordre à la maîtrise de réintégrer à son poste un mécano convoqué. Et c'est l'ensemble du secteur qui est allé raccompagner ce mécano à son poste de travail. Face au directeur, face à la maîtrise, beaucoup en ont profité pour vider leur sac. La maîtrise n'en menait pas large.

Dans les autres bâtiments de fabrication F8M et JBO il y a eu des réactions identiques à celles de la Fonderie. Quand un camarade était convoqué, ses copains faisaient le tour de l'atelier et allaient ameuter les autres ateliers des environs. Ce qui fait que ce sont de véritables manifestations qui se sont retrouvées devant les bureaux des responsables des bâtiments. Dès qu'un responsable ouvrait la bouche pour dire qu'il n'y aurait pas de licenciements secs, il se faisait conspuer, siffler, traiter de menteur et d'autres noms d'oiseaux... Les travailleurs ne voulaient pas laisser partir ces responsables s'ils ne leur disaient pas clairement qu'il n'y aurait pas de licenciement.Le ton a monté d'un cran et la direction l'a senti puisque jusqu'à maintenant plus personne n'a été convoqué.

Lundi 7 décembre, à l'appel de la CGT, un débrayage de deux heures par équipe a réuni plus de 3000 personnes sur 5000 en production que compte Cléon. Même ceux de l'équipe de nuit ont débrayé; c'est un chiffre comparable à celui du premier débrayage du 29 octobre contre la tenue du CE sur les licenciements. Les ateliers étaient déserts et la maîtrise, loin de parader comme elle le fait habituellement, disparaissait et s'enfermait dans les bureaux.

A l'usine il y a de moins en moins d'hésitation à se mettre en grève: *«Avant on se regardait les uns les autres, maintenant on y va sans s'occuper des autres»*. La prochaine échéance est fixée par la CGT au jeudi 10 décembre pour un rassemblement devant le tribunal des référés où le secrétaire CGT du CE a assigné la direction pour vice de forme dans la procédure de licenciement. A Cléon, à l'occasion de ces licenciements, la rancœur remonte en surface et la mobilisation se maintient, tout le monde est sur le qui-vive et prêt à intervenir.

Pour l'instant, la direction n'a pas reculé et tant que l'on maintient la pression elle a toutes les raisons de se méfier. Nous n'avons pas utilisé toutes nos forces ni toutes nos formes d'action possibles. C'est ce qui se discute actuellement dans les ateliers.

Correspondant LO

CIPEL-Région de Rouen

DEUX JOURS DE GRÈVE, UN PREMIER SUCCÈS

L'a Cipel, qui fabrique les piles Wonder et Mazda, appartient à Bouygues et à Tapie depuis septembre 1985. L'usine de Caudebec-lès-Elbeuf a un dépôt à Martot (à 3 km) dans l'Eure, au lieu-dit Les Fossettes. C'est l'un des trois centres et le plus important qui alimente tous les clients du nord de la France. Il emploie environ 80 salariés. La direction générale a prévu de regrouper à partir du 1er janvier Les Fossettes sous l'autorité administrative du siège de la Cipel à Levallois qui est situé à plus de 100 km, ce qui inquiète les travailleurs. D'autre part les salariés de la Cipel ont des augmentations de salaire minables, données entièrement à la tête du client.

Aussi, jeudi 3 décembre, les travailleurs et les travailleuses des Fossettes votaient la grève et leurs revendications :

1) 800 F d'augmentation uniforme pour tous ;

2) l'amélioration des conditions de travail (il faut dire que les ouvriers travaillent depuis trois ans pratiquement sans chauffage et l'année dernière, la température est descendue jusqu'à −17° ;

3) la garantie écrite de l'emploi ;

4) la garantie écrite de tous les avantages sociaux (dans le transfert administratif de Caudebec à Levallois) ;

5) le paiement des heures de grève.

Les grévistes, qui étaient 45 le matin puis 52 l'après-midi, élisaient une délégation de 5 ouvrières plus deux délégués CGT et un délégué CFDT au cas où il y aurait une négociation.

La direction cherchait à intimider les grévistes, entre autres par une note disant que «quelques personnes par leur arrêt de travail compromettent gravement la tenue de nos délais de livraison, remettant en cause notre chiffre d'affaires et par conséquent nos emplois». *Cette note fut accueillie par le mépris et la grève se poursuivit.*

Vendredi matin, une délégation de 8 grévistes des Fossettes vint à l'usine de Caudebec pour le rassemblement organisé par les syndicats pour informer les travailleuses de la Cipel. Les 60 personnes présentes les accueillirent avec sympathie, tout en ne voulant pas se mettre en grève elles-mêmes.

Le même jour, les grévistes des Fossettes reçurent d'abord une lettre de la direction leur indiquant que leur statut resterait le même, sous la dépendance de Levallois, puis deux responsables arrivés de Levallois.

Les grévistes en profitèrent pour leur dire ce qu'ils avaient sur le cœur. Puis ils s'entendirent annoncer que la direction accordait :

1) la garantie écrite des statuts ;

2) une prime de froid, la protection de certains secteurs et des chariots automoteurs ;

3) l'étude de chaque poste de travail pour un changement éventuel de qualification.

Au bout de 2 h 30 de discussions, les grévistes annonçaient qu'ils prendraient une décision lundi matin. Le lundi ils votaient la reprise à 9 heures après avoir eu un compte rendu écrit de leur réunion du vendredi. Sans doute, la direction n'a pas cédé sur les salaires, mais ils reprenaient le travail avec un sentiment d'avoir gagné quelque chose. Leur grève n'avait pas été inutile, ils s'étaient fait entendre.

Correspondant LO

GRÈVE ET INTERVENTION POLICIÈRE

Mardi 9 décembre, à 3 heures du matin, 200 CRS ont envahi le siège de la Banque de France à Paris. Il s'agissait, paraît-il, de « libérer » le sous-gouverneur Lagayette et le directeur général du personnel Penaud, qui auraient été « séquestrés » par les grévistes. Bilan de cette intervention musclée : six blessés, dont une mâchoire fracturée.

La grève à la Banque de France a commencé le mardi 1er décembre. Mais c'est à l'imprimerie de billets de Chamalières (3 000 salariés) que l'agitation a commencé. Depuis le mois de mai, la CGT de Chamalières organisait une grève du zèle. La direction ayant menacé les grévistes de sanctions sur le salaire, diverses actions de solidarité ont eu lieu dans les différents sièges de la Banque de France. Enfin, mardi 1er décembre, en soutien à ceux de Chamalières et pour la défense du cahier de revendications, les syndicats ont organisé une journée nationale d'action, avec rassemblement au siège parisien. Là, se sont retrouvés des grévistes des différents centres parisiens, avec des délégations de Chamalières et de Vic-le-Comte.

C'est à partir de ce moment, semble-t-il, que la grève s'est élargie dans la plupart des centres, sans qu'on puisse dire exactement quelle proportion du personnel était touchée : 2 à 3 000 grévistes, semble-t-il, au siège central parisien (qui emploie 6 000 personnes) ; ailleurs, les succursales sont entrées en grève, parfois spontanément, parfois lors de la visite de délégations venues des centres en grève...

C'est que les salariés de la Banque de France, comme tous, subissent le blocage des salaires imposé par les gouvernements successifs. Le 1 % d'augmentation que réclament les syndicats serait loin de compenser le retard pris par les salaires. Mais la direction, en tout et pour tout, a proposé un rattrapage de 0,6 % sur 1987, avec une prime immédiate minimale de 630 F et une augmentation de 0,2 % au 1er janvier 1988. Alors, on comprend que les travailleurs en aient assez. D'autant qu'à cela s'ajoute une inquiétude à propos des effectifs de la banque, dont la direction envisage la diminution par le non-remplacement des départs en retraite, voire par la fermeture de certains centres.

Dans ce contexte, l'intervention policière du 9 décembre semble avoir eu pour principal effet d'augmenter encore la colère. Jeudi 10 décembre, l'intersyndicale appelait à manifester du siège de la Banque de France au ministère des Finances. Selon la presse, les fédérations des finances de la banque CGT, CFDT, FO et CFTC appelaient également à cette manifestation.

Et en effet, le problème des travailleurs de la Banque de France est celui de tous les travailleurs. Ils pourraient se trouver des alliés parmi eux, à commencer par les travailleurs des autres grandes banques, concentrés comme eux dans les quartiers centraux de Paris. La lutte s'est étendue d'un centre de la Banque de France à un autre, pourquoi ne s'étendrait-t-elle pas aussi aux autres banques, et à bien d'autres entreprises, privées comme publiques ?

Cela, ce n'est pas les organisations syndicales qui le feront. Mais les travailleurs auraient, eux-mêmes, tous les moyens de le faire. En tout cas, il semble que, déjà, les directions des banques craignent cette extension.

Transports municipaux de Toulouse

LE RAS-L'BOL DES CHAUFFEURS DE BUS

Un lecteur, chauffeur d'autobus à Toulouse, nous a adressé la lettre suivante :

« La colère gronde depuis quelque temps chez les 1 200 employés de la SEMVAT (Société d'économie mixte des transports publics de voyageurs de l'agglomération toulousaine). Comme pour tous les travailleurs, leur pouvoir d'achat a diminué et leurs conditions de travail se sont détériorées.

Les effectifs sont réduits. Les conducteurs sont d'abord embauchés à temps partiel, ils travaillent 28 h 30 et sont payés à mi-temps. Au bout de quelques mois, selon le « service rendu » à la direction, ils sont, éventuellement, embauchés avec un contrat à durée indéterminée. Par contre, lorsqu'on veut récupérer un jour férié ou récupérateur, la direction refuse, sous prétexte qu'il manque des effectifs.

Nos salaires sont loin d'être décents, contrairement aux bruits répandus par la presse et par M. Baudis. Ainsi, après 14 ans d'ancienneté, un chauffeur gagne 6 200 F par mois ! Depuis quelques années, nos paies n'ont pas bougé. (...)

Pour toutes ces raisons, le mécontentement croît. Nous l'avons manifesté en débrayant le 15 octobre, mais par la suite, nous avons continué en cessant le travail une heure par jour.

*Cela n'a pas été du goût de la direction. Après une semaine de grève, elle dépêchait un huissier sur les lieux du piquet de grève, notifiant à 67 traminots de comparaître devant le tribunal : le directeur de la SEMVAT les accusait « **d'entrave à la liberté du travail** » et réclamait que chacun soit condamné à lui verser 5 000 F.*

*Face à cette atteinte au droit de grève, la réaction de l'ensemble des travailleurs de la société a été immédiate : conducteurs, secteur technique et secteur administratif ont débrayé pendant 24 heures. Ils se sont retrouvés dans les rues de Toulouse pour montrer leur solidarité avec leurs camarades. D'abord, ils sont allés se faire entendre sous les fenêtres du Capitole où trône leur PDG, Dominique Baudis. Reçus par un premier adjoint, ils se sont entendu dire par celui-ci qu'il avait le pouvoir de leur accorder satisfaction, mais il ne le ferait pas car l'heure est... « **aux sacrifices** ».*

Finalement, deux jours plus tard, D. Baudis, dérangé par les traminots en pleine séance du Conseil municipal, promettait de retirer les poursuites... à condition que le travail reprenne ! Il faut noter au passage que Baudis, toujours soucieux de soigner son image de marque, a voulu essayer de se donner le beau rôle : dans la presse il est apparu comme le « bon » maire et le PDG qui a levé les menaces de sanctions. (...)

Voilà la conception de ces gens-là (Baudis, justice, patrons) : tromper et faire payer les travailleurs en leur imposant des sacrifices, mais aussi en les bâillonnant et en restreignant le droit de grève. Ce genre de procédé n'est pas nouveau : en ce moment, il se multiplie.

Le retrait des poursuites judiciaires a été perçu comme une première victoire pour les travailleurs de la SEMVAT. Mais ceux-ci, bien déterminés à se faire respecter n'ont pas dit leur dernier mot ».

A propos du succès de l'émission d'Antenne 2

UNE SOCIÉTÉ SOCIALISTE ET FRATERNELLE, CE SERAIT POSSIBLE

Samedi et dimanche derniers, *Antenne 2* a organisé une émission spéciale baptisée «Téléthon», destinée à faire connaître une maladie, la myopathie, et à solliciter les dons des télespectateurs pour financer les recherches médicales correspondantes. Cette affection apparaît dès l'enfance; elle conduit peu à peu à la paralysie totale et irréversible des muscles. On ne sait pour l'instant encore ni prévenir la maladie, ni empêcher son évolution finale, et la rapidité de l'aboutissement des recherches en cours tient pour une part certaine aux moyens financiers qui leur seront consacrés. Visiblement, la seule solution que les médecins ont trouvée pour réunir les fonds indispensables est l'appel à la charité publique; comme pour la recherche contre le cancer, il est hors de question pour eux d'espérer l'argent de l'Etat, ou en tout cas ses subventions sont ridiculement faibles par rapport aux nécessités.

Jerry Lewis lors du «Téléthon» (contraction pour «marathon télévisé»). Sur *Antenne 2*, il a duré vingt-huit heures. (Photo AFP).

Qu'à cela ne tienne : la masse des téléspectateurs a été bien moins mesquine, bien plus généreuse, elle a su faire preuve d'infiniment plus de solidarité sociale que les gouvernements successifs. Cela se comprend bien d'ailleurs : la population, elle, n'a pas à obtempérer aux exigences du patronat comme à celles des marchands de canons. Elle n'a pas de maîtres à servir et ne suit que son cœur et sa conscience dans un réflexe d'ailleurs tout naturel.

Quelques politiciens bien sûr n'ont pas manqué de se montrer au cours de l'émission, espérant se faire valoir, comme ces industriels qui en ont profité pour se faire de la publicité (au prix habituel des spots publicitaires télévisés, nul doute que c'était plus rentable à cette occasion qu'en temps normal). Mais ce côté publicitaire, irritant, de l'émission n'a en rien masqué l'élan de générosité, de solidarité dont ont fait preuve les téléspectateurs. Quand on fait appel à la population pour une cause qu'elle estime juste, elle donne sans réserve, sans attendre, sans en attendre une contrepartie, dans l'anonymat. Et on sait même que plus les gens sont modestes, moins ils mesurent leurs dons. Le réflexe de solidarité a joué, y compris là où on l'attendait sans doute le moins : à la prison des Baumettes à Marseille, où les prisonniers ont collecté près de 20 000 francs.

On veut souvent nous faire croire que c'est la nature humaine qui est égoïste, que les gens sont par nature individualistes, que la société est une jungle où chacun doit se battre contre les autres; ce n'est d'ailleurs là, pour la classe dominante, pour la bourgeoisie, qu'une façon de prêter à la masse de la population ses propres infirmités. L'opération «Téléthon», à sa façon, apporte un démenti à cette idéologie-là et ce n'est pas le premier du genre. L'égoïsme, l'individualisme, l'arrivisme et le calcul ne sont les règles de cette société que dans la mesure où ils sont imposés par une minorité de profiteurs, qui dominent l'ensemble de la société et lui imposent leur propre absence de morale sociale, tout en détournant d'ailleurs à leur profit la générosité de la masse de ceux qui n'exploitent personne.

L'émission d'*Antenne 2*, comme d'autres opérations similaires, montre deux choses : d'une part, ce qu'il serait possible de faire à l'échelle de l'ensemble de la société, sur tous les problèmes; et d'autre part, le caractère dérisoire de cette opération elle-même, malgré les moyens extraordinaires mis en œuvre à cette occasion. Pas loin de 200 millions de francs auront été promis : c'est beaucoup, à l'échelle de ce dont disposent habituellement les institutions de recherche médicale; mais ce n'est rien du tout à côté des 474 milliards de francs de la loi de programmation militaire pour les cinq prochaines années; ce n'est rien du tout non plus à côté des sommes énormes consacrées ou gaspillées à des entreprises nuisibles, qui font bien plus de dégâts que la myopathie.

Par contre, «Téléthon» a aussi montré ce qui serait possible si on demandait systématiquement l'avis de la population sur la destination des énormes sommes du budget de l'Etat. Là, les téléspectateurs n'ont pu choisir qu'en ce qui concernait les 200 millions de francs, leur propre argent. Mais sur les 1000 milliards de francs du budget de l'Etat, on ne demande jamais son avis à la population, tant les choix faits sont inacceptables et inavouables.

Le seul domaine où, de temps à autre, on fait appel à la population et aux travailleurs est la charité, pour la myopathie ou le cancer ou les restaurants du cœur... Pendant ce temps, en haut, on choisit de brader l'aide aux pauvres, les services publics, la Sécurité sociale. Car en haut, on n'a aucune conscience sociale. On sert la loi du plus fort, la loi des plus riches, et que les pauvres paient, et que les faibles crèvent!

Bien des journalistes et bien des politiciens ont été surpris par la réussite de «Téléthon». Ce succès n'est pas pour nous étonner. Il nous conforte dans l'idée qu'un jour, à une tout autre échelle, les travailleurs mettront à bas la société d'exploitation, en mettant leur esprit de solidarité, la capacité de sacrifice et d'abnégation dont ils font preuve chaque jour, au service de leurs propres sentiments de révolte et de leur volonté d'en finir avec l'injustice. La révolution n'est pas autre chose. Et c'est le seul chemin permettant d'accéder à une société plus civilisée.

André LAURIOT

ÉTATS-UNIS

LA GRÈVE DE BLUE CROSS À DÉTROIT

☐ Blue Cross est une compagnie d'assurances médicales, la plus importante des Etats-Unis. Dans le Michigan, elle emploie 4000 travailleurs. Ses profits se portent bien, ce qui ne l'empêche pas, lors du renouvellement du contrat avec les travailleurs, de prétendre refuser toute augmentation des salaires, et leur imposer des "concessions" (en matière de conditions de travail, de garanties sociales, etc...) — comme tous les patrons américains le font.
Mais le 31 août, les travailleurs de Blue Cross ont dit non. Ils se sont mis en grève, et se sont organisés. Et leur grève, qui a duré jusqu'au 23 novembre, a constitué un défi, dont l'enjeu va plus loin que les travailleurs et les patrons de cette seule entreprise.
Nous publions ci-dessous des extraits d'un article paru à ce sujet dans *The Spark*, bimensuel trotskyste américain.

"Les travailleurs de Blue Cross, à Détroit, ont décidé, par un vote majoritaire, de reprendre le travail après douze semaines de grève. Leur nouveau contrat ne comporte que de petites différences par rapport au contrat qui avait expiré à la veille de leur grève.

Ainsi, il leur a fallu une lutte de douze semaines simplement pour se défendre, simplement pour se maintenir au niveau où ils étaient. Et ce ne fut pas une mince affaire. Pendant la grève, des centaines de travailleurs militèrent dans le cadre d'activités variées. Ce fut une lutte inhabituelle si on la compare à celles auxquelles les travailleurs sont accoutumés aujourd'hui. Les travailleurs organisèrent eux-mêmes leur grève. Ils trouvèrent les moyens de la poursuivre en dépit des entraves opposées par leurs adversaires en vue de la limiter et de la briser (...). Les travailleurs actifs dans la grève tinrent des assemblées régulières et prirent les décisions nécessaires au contrôle de leur mouvement : décisions quant à ce qui, selon eux, était à faire, et décisions pour le faire entrer en application.

Alors que la plupart des journaux, des chaînes de télévision et de radio ignoraient leur grève et n'en parlaient pas, ils imaginèrent d'autres moyens pour faire entendre leur voix et faire connaître leur grève aux autres travailleurs : par exemple, en se rendant dans d'autres lieux de travail et en y distribuant des tracts racontant ce qu'ils étaient en train de faire. Ils utilisèrent aussi les liens personnels des travailleurs avec leurs amis, leur famille, leurs voisins, pour faire circuler les nouvelles sur leur grève.

Mais ils ne s'en tinrent pas là. Ils s'adressèrent aux grands moyens d'information eux-mêmes. Ils les obligèrent à admettre l'existence de leur grève et à en parler. Ils gagnèrent la sympathie d'un certain nombre de journalistes à leur cause.

Ils firent, ainsi, de la grève de Blue Cross une donnée de la vie politique à Détroit. (...)

Les travailleurs de Blue Cross ont montré que les travailleurs peuvent contraindre les grandes compagnies à changer d'avis, à donner ce qu'elles déclaraient ne pas pouvoir et ne pas vouloir donner. Blue Cross céda sur une augmentation des salaires alors qu'elle affirmait qu'elle n'en ferait rien. Et elle accorda aussi une prime plus importante que celle qu'elle avait proposée au début, quand elle n'était disposée à accorder que des primes. Les travailleurs contraignirent les patrons à remiser la plupart de leurs projets de remise en cause des conditions acquises. La compagnie dut réembaucher deux grévistes qu'elle avait licenciés durant la grève.

Sans aucun doute, l'augmentation de 17% sur trois ans et la prime immédiate de 1500 dollars que les travailleurs de Blue Cross ont obtenues ne sont pas à la hauteur de la lutte qu'ils ont menée. C'est le reflet de la période dans laquelle nous vivons. Mais compte tenu de cette période, marquée par les attaques contre la classe ouvrière, les travailleurs de Blue Cross ont obtenu une certaine victoire". (...)

INDE

Trois ans après la catastrophe

TOUJOURS RIEN POUR LES VICTIMES DE BHOPAL

☐ A Bhopal, en Inde, le bilan de la fuite de gaz toxique à l'usine de l'Union Carbide, le 3 décembre 1984, s'alourdit toujours. L'accident a entraîné ce que les experts appellent la mort "certifiée" de 2850 personnes. Depuis, il y a eu, en plus, 500 décès "suspects". Et en tout, près de 500000 habitants auraient été affectés à des degrés divers : cela se manifeste aujourd'hui par des épidémies, des affections de toutes sortes, la multiplication des avortements...

Face à cela, la multinationale Union Carbide se refuse toujours à indemniser suffisamment les victimes. En désaccord avec les autorités indiennes, elle ne propose que 350 millions de dollars (pour toute une ville, le prix du tableau de Van Gogh vendu récemment aux Etats-Unis!). Surtout elle n'a distribué que 8 millions jusqu'à maintenant, et encore : dont un million à une organisation suisse bidon.

Non contents de causer la mort de milliers de personnes avec leur usine, les gros capitalistes de l'Union Carbide font des manières pour mettre ne serait-ce que la main à la poche.

D'après les conclusions de l'enquête, des charges criminelles pour homicide doivent être retenues contre la multinationale de la chimie. Mais pour le moment l'affaire est *"enlisée sous des tonnes de comptes rendus"* et l'ancien président de l'Union Carbide se permet encore d'incriminer le soi-disant *"sabotage d'un employé mécontent"* pour excuser l'accident. Il doit comparaître avec d'autres devant le tribunal en février : mais visiblement ces gens-là ne paieront pas les pots cassés. Au pire, ils seront limogés.

En Inde, il paraît que les sommes envoyées, à défaut d'arriver aux victimes, enrichissent des dizaines de médecins, d'avocats... "experts" qui grouillent autour du dossier judiciaire.

Il ne fait pas de doute qu'il faudra mettre à la raison ces petits vautours, mais surtout les grands criminels des multinationales, pour que notre planète soit vivable.

F.G.

La rencontre Hun Sen-Sihanouk

LES DIRIGEANTS VIETNAMIENS CHERCHENT UNE SOLUTION NÉGOCIÉE AU CAMBODGE

Du 2 au 4 décembre, deux dirigeants cambodgiens, qui se mènent actuellement la guerre, se sont rencontrés dans un château du nord de la région parisienne. Hun Sen est le Premier ministre actuel d'un Cambodge occupé et dominé par l'armée vietnamienne. Le prince Sihanouk a été à la tête du même pays de 1941 à 1970 (jusqu'en 1953, c'était encore sous la domination française). Il vit aujourd'hui en exil, et inspire depuis 9 ans une lutte au Cambodge contre les Vietnamiens et les pro-Vietnamiens, au moyen de ses propres troupes de guérilla.

Les deux hommes envisagent une «*solution politique*» (c'est-à-dire mettre fin à la guerre qui les oppose et gouverner ensemble), et en même temps le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. Pour le moment, rien n'est fait sur le terrain, mais il semble bien après ce premier rapprochement, que les dirigeants du Vietnam aient décidé un tournant de leur politique.

Le Vietnam (60 millions d'habitants), le Cambodge (7 millions) et le Laos (3 millions) : l'ancienne Indochine du temps de la domination française.

Nguyen Van Linh (le numéro un vietnamien) explique dans un entretien à l'envoyé du journal *Le Monde* : «*A l'heure actuelle, nous ne pouvons pas concentrer nos efforts sur notre développement*», et plus loin : «*Je suis personnellement convaincu que (...) le processus de réconciliation nationale entre Cambodgiens sera un succès et que le prince Sihanouk rentrera au Cambodge pour y occuper une position élevée*». L'impression donnée par toute l'interview est que dans la situation actuelle, l'effort militaire que doit soutenir le Vietnam pour se maintenir au Cambodge est difficilement supportable. Les dirigeants vietnamiens seraient prêts à faire des concessions à la Chine et au camp impérialiste (qui essayent ensemble de faire reculer le Vietnam au Cambodge), pour être soulagés de ce front permanent et de l'isolement international qu'il leur vaut. Cela reviendrait sans doute à accepter un nouveau gouvernement Sihanouk, «neutre», ne choisissant en principe ni le camp de la Chine (et des Occidentaux), ni celui du Vietnam.

En tout cas, il est sûr que le Vietnam en est à essayer de sortir la tête de l'eau. Dévasté à la suite de la guerre contre les États-Unis, ce pays ne s'est pas vraiment relevé depuis. Les douze ans de crise économique mondiale n'aident en rien un pays pauvre parmi les pauvres, qui doit par surcroît 90 millions de dollars au FMI. La monnaie est périodiquement dévaluée par rapport au dollar : de 78 % dernièrement, de 92 % fin 1986... c'est dire que l'inflation est importante ! Et puis le gouvernement chinois aggrave la situation en exerçant une pression militaire constante contre le Vietnam. L'armée chinoise est présente en force sur la frontière nord du Vietnam et soutient la résistance khmère rouge du Cambodge (au sud-ouest pour le Vietnam). Face à cela, entretenant une armée de presque 1 200 000 hommes, le Vietnam consacrerait 40 % de son PNB, de ses ressources, au secteur militaire : à peu près comme l'Irak. C'est énorme et de ce point de vue, ce serait incontestablement un soulagement pour le gouvernement vietnamien de ramener ses troupes basées au Cambodge.

★ ★ ★

Quoi qu'il advienne des négociations et marchandages actuels, on ne peut constater qu'une chose : douze ans après les guerres de libération au Vietnam et au Cambodge, il apparaît que les sacrifices énormes consentis par les peuples de ces deux pays dans la lutte contre l'impérialisme ne leur ont pas permis d'accéder à une véritable émancipation. Ils n'ont même pas amené la paix. Le Cambodge a connu de 1975 à 1979 une des dictatures les plus terribles de l'histoire, et reste encore un pays désolé. Le Vietnam connaît lui aussi une dictature, la population est en bonne partie militarisée, et le pays n'a toujours pas pu retrouver une économie de paix. Le nationalisme, au nom duquel ces peuples ont combattu l'impérialisme, n'a abouti qu'à raviver les rivalités nationales entre les différents peuples de la région.

Tout cela bien sûr est le résultat du pillage colonial, des divisions entretenues entre les peuples par les puissances colonialistes, comme de la guerre impitoyable menée par l'impérialisme contre les peuples rebelles.

Pourtant, avec les efforts qu'ont consentis les populations de ces pays pour se révolter contre les oppresseurs occidentaux, il y avait une solution possible. Il suffit de voir la manière dont la lutte du peuple vietnamien a entraîné ceux du Laos et du Cambodge. C'était à l'échelle de l'Indochine, voire de l'Asie du Sud-Est, qu'une fédération des peuples pouvait se créer pour mettre ensemble, contre l'impérialisme, toutes leurs ressources. Mais cela, seule une révolution prolétarienne aurait pu en donner la force. Car elle aurait donné la possibilité de créer des liens autrement puissants entre le peuple cambodgien et vietnamien et au- delà. Tandis que des petits Etats à direction nationaliste, divisés entre eux, n'arrivent pas à sortir non seulement d'un isolement dramatique, mais même de leurs propres rapports mutuels d'oppression nationale.

Frédéric GESROL

LE VIETNAM ET LE CAMBODGE PAYS SINISTRÉS

Au Vietnam, la guerre contre les puissances impérialistes a commencé après 1945: contre les Français jusqu'en 1954, ensuite contre les Américains jusqu'en 1973. Ceux-ci ont laissé derrière eux un pays détruit par 300 000 tonnes de bombes diverses , avec au sud, des grandes villes privées de la manne de l'armée américaine : et donc une économie artificielle qui s'effondrait (prostitution, jeux, drogue, petits artisans et services divers...). La malnutrition y sévit toujours et l'économie est exsangue. D'autant que la Chine, depuis sa réconciliation avec les Etats-Unis, a laissé tomber le Vietnam et que le pays s'est engagé dans de nouvelles guerres depuis 1973.

Au Cambodge (le Kampuchéa), l'indépendance avait d'abord été obtenue par la négociation en 1954. Le prince Sihanouk, alors au pouvoir, essaya de jouer le jeu de la neutralité : il s'appuyait tantôt sur les Américains, tantôt sur le FNL vietnamien. En 1970, le général Lon Nol, propulsé au pouvoir par l'armée américaine, prit la place de Sihanouk, tandis que les Etats-Unis bombardaient toute une partie du pays. La résistance cambodgienne s'accrut et les Khmers rouges prirent le pouvoir en 1975. Ils se réclamaient du marxisme en même temps qu'ils versaient dans le nationalisme réactionnaire le plus dément. Ils vidèrent de force les villes, massacrant une partie des classes urbaines. Ils firent travailler les autres dans les campagnes, avec une terreur imposée par des soldats souvent très jeunes (12-13 ans).

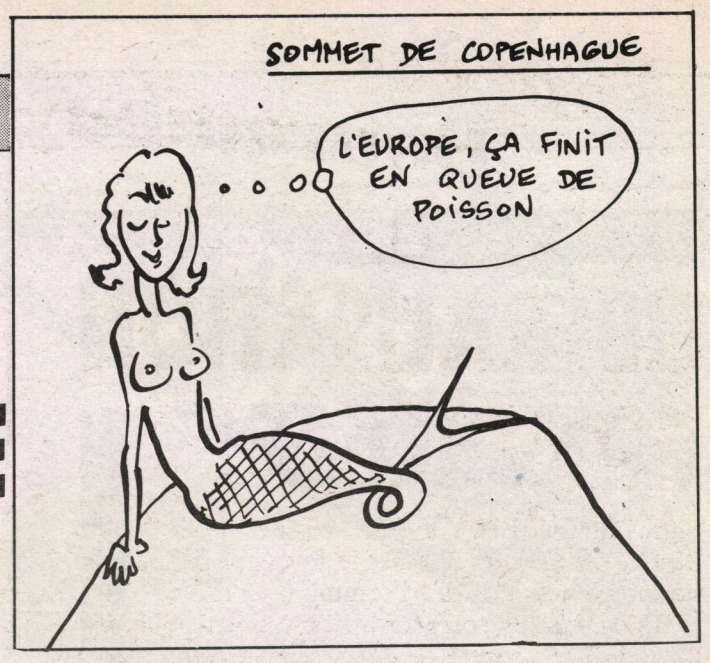
En 1977, ce fut la guerre contre le Vietnam, leur ancien allié. Les Vietnamiens l'emportèrent largement et ils occupent le Cambodge depuis 1979, avec un régime d'anciens Khmers rouges dissidents, à leur dévotion. Si dictature et misère subsistent, l'occupation vietnamienne apporte néanmoins une sorte de soulagement après la période des Khmers rouges et des massacres, malgré les sentiments anti-vietnamiens de la population. Les villes se sont en partie repeuplées. Le commerce et l'instruction ont un peu repris. Mais une résistance armée s'est maintenue, regroupant d'une part les Khmers rouges soutenus par la Chine, d'autre part les troupes favorables à Sihanouk, sans compter des troupes pro-américaines soutenues par la Thaïlande et les Occidentaux. La misère est souvent pire qu'au Vietnam : la production de riz ne dépasse toujours pas la moitié de celle de 1969-70.

F.G.

Hum Sen (à gauche) et Sihanouk. (AFP)

L'échec du sommet de Copenhague

PROFIL BAS POUR L'EUROPE CAPITALISTE



Les 5 et 6 décembre à Copenhague, la capitale danoise, un énième sommet des douze pays constituant la Communauté économique européenne s'est réuni. Il s'est enlisé puis définitivement échoué sur les problèmes agricoles : l'Allemagne et la France voulant des aides pour leurs agriculteurs, les autres pays ne voulant pas payer pour eux, entre autres problèmes.

C'est que les différents Etats européens n'ont pas envie, aujourd'hui moins que jamais, de mettre la main à la poche : on ne peut à la fois racheter massivement du dollar à la baisse et faire soutenir les cours en Bourse par les institutions financières étatiques, et trouver de l'argent pour soutenir les cours des produits vendus par les agriculteurs européens (surtout ceux du pays d'à côté!). Le krach boursier du mois dernier a ébranlé les finances des Etats européens. Et en ces temps de crise économique, «l'Europe» qui, paraît-il, devait devenir le grand partenaire économique à jeu égal avec le capitalisme nord-américain, sinon son rival, se révèle pour ce qu'elle est en réalité : une fiction, un fantasme hérité des années de prospérité passées.

Dans cette période d'aggravation de la crise, la montée des protectionnismes nationaux est probable, surtout quand il s'agit des micro-nationalismes européens!

Pendant quelque temps, on a prétendu que l'Europe pourrait constituer une puissance à part entière, à la mesure de la puissance américaine. On comparait son marché de 320 millions de consommateurs (avec l'intégration du Portugal et de la Grèce), à celui des USA, de 270 millions. Tous ces beaux raisonnements s'avèrent aujourd'hui une chimère. Car dans cette Europe capitaliste, les liens de vassalité envers les USA sont bien plus solides que les liens de solidarité entre vieux brigands impérialistes européens mais néanmoins rivaux. Si la crise s'aggrave, si on assiste à la montée des protectionnismes, il n'y a aucune chance pour qu'apparaisse ne serait-ce qu'un protectionnisme européen face au protectionnisme américain. Non, ce sera le protectionnisme de chaque Etat d'Europe contre ses voisins aux conditions imposées par l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain, et très probablement l'éclatement définitif de la CEE, qui, elle-même, n'était qu'une pâle promesse de l'Europe unie.

Lors des prochains sommets européens, les échecs «retentissants» risquent de s'accumuler. Il n'est pas impossible qu'on revienne un jour même bien en deçà de «l'Europe» actuelle, que bientôt les marchandises et les hommes aient bien plus de mal à circuler. Autant dire que le «marché européens unifié» de 1992 dont on nous parle a toutes les chances de faire long feu.

Pourtant, bien évidemment, une économie unifiée à l'échelle de l'Europe serait de l'intérêt des travailleurs comme de toute la société, car les frontières divisent et opposent les peuples, en même temps qu'elles entravent la circulation économique. Mais l'Europe enfin unie et sans frontières sera celle des travailleurs, ou ne sera pas.

André LAURIOT

Tous ensemble pour la photo de famille... et ensuite chacun pour soi (AFP).

ROUMANIE

C'EST PAS MOI, C'EST EUX!

En Roumanie après les émeutes ouvrières de Brasov, le dictateur Ceausescu a décidé une vague de limogeages.

Le 3 décembre, les principaux responsables de l'entreprise d'où est parti le mouvement de révolte *(«L'Etendard Rouge»)* ont été destitués. Ils sont accusés d'avoir *«modifié rétroactivement les prévisions du plan pour réaliser de façon illégale et abusive le nivellement des salaires»*.

En la circonstance, Ceausescu se garde bien de rappeler que c'est lui l'auteur d'une loi connue sous le nom *«d'accord global»* qui lie directement la rémunération au respect des normes du plan (même si les ouvriers ne disposent pas des moyens matériels de remplir ces normes) et qui fait donc baisser les salaires...

Après les directeurs d'usine, la valse des responsables a monté d'un cran : ce fut au tour du ministre des Finances d'être limogé le 5 octobre. On lui reproche de *«ne pas avoir rempli de manière adéquate ses fonctions»* et d'avoir *«accepté les pratiques de la BIRD»* (l'organisme financier du FMI, qui est l'un des principaux créanciers de la Roumanie : elle lui doit 1,9 million de dollars).

Etre ministre roumain, en ces temps troublés, devient de moins en moins une sinécure : depuis fin août, 20 ministres ont été limogés ou ont reçu de nouveaux portefeuilles. (Il est vrai qu'ils auraient pu connaître pire sort!)...

La morale de l'histoire : Ceausescu n'est pas responsable de la politique de restrictions contre laquelle les travailleurs roumains rechignent et se sont dernièrement révoltés. Tel un monarque de droit divin, il est blanc comme neige, et seulement trahi par de mauvais exécutants et de piètres conseillers...

Après tout, Ceausescu lui-même n'était que l'exécutant des plans d'austérité du FMI, dictés par les puissances occidentales, et la presse occidentale ne s'était pas fait faute de rejeter sur lui toute la responsabilité des émeutes ouvrières. On comprend qu'il préfère désigner à son tour ses sous-fifres comme responsables!

Mais, en Roumanie, qui va croire ces contes pour enfants? Sûrement pas les travailleurs qui ont montré leur niveau de conscience il y a trois semaines en bravant la dictature. Ceausescu a beau vouloir rejeter sur les autres le discrédit dont souffre le régime, toute cette valse des responsables ne révèle que la fragilité de sa dictature, tout comme sa panique devant les réactions de la classe ouvrière.

Et ne serait-ce que cela peut légitimement donner à la classe ouvrière roumaine un regain d'espoir et de confiance en ses propres forces!

Liliane LEFEVRE

POLOGNE

LE GOUVERNEMENT APPLIQUE LES "RÉFORMES" ÉCONOMIQUES REJETÉES PAR LA POPULATION

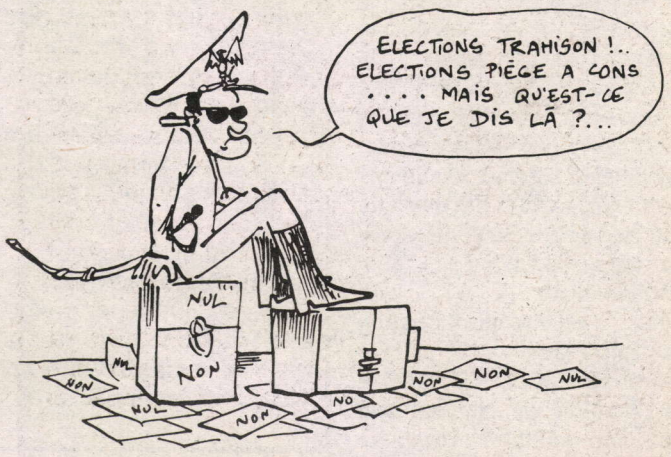
Huit jours après que la population polonaise a dit non au projet de réformes de Jaruzelski, c'est-à-dire aux restrictions, aux hausses de prix, le Parlement a annoncé qu'il autorisait le gouvernement à les appliquer quand même, c'est-à-dire à bafouer les sentiments de la population polonaise.

Vous avez dit non aux «réformes», non à l'augmentation des prix? Foi de Jaruzelski, vous les aurez quand même. A une nuance près : le plan des hausses de prix alimentaires (110%) était prévu sur deux ans; elles seront finalement étalées sur quatre ans!... On en reparlera dans deux ans! Par contre, les prix des transports, de l'énergie, des loyers augmenteront illico de 140 à 200%...

Le gouvernement reconnaît donc ouvertement que son référendum était bidon, et que Solidarité avait raison de le boycotter!

Mais la provocation gouvernementale est un jeu dangereux : le gouvernement polonais voudrait des émeutes ouvrières à la roumaine ou une réédition de la grève générale en Pologne comme en 1980, mais cette fois plus âpre et débarrassée de toute illusion sur la possibilité de réformer le gouvernement, qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

L.L.



l'après-Bourguiba

TUNISIE
LIBÉRALISATION CONTRÔLÉE

En Tunisie, Ben Ali, le successeur de Bourguiba a décrété des mesures de grâce en faveur de 2487 condamnés politiques et de droit commun.

Il s'agit là d'une certaine libéralisation distillée par en haut, mais très contrôlée. Bénéficient de cette grâce : 608 membres du MTI (Mouvement de la Tendance Islamique), 18 membres du Parti de la Libération Islamique, 156 émeutiers de la «révolte du pain», 8 lycéens et étudiants condamnés lors des troubles dans les lycées et les facultés. Dix autres émeutiers de 1984 voient commuer à 20 ans leur peine de travaux forcés à perpétuité. Et le secrétaire général du Mouvement des Démocrates Socialistes voit sa condamnation à 4 mois de prison (pour avoir participé à une manifestation contre le raid américain sur Tripoli) annulée. Les islamistes condamnés en octobre ne sont pas concernés par cette mesure.

Rappelons tout de même que Ben Ali est l'un des principaux artisans de la répression des émeutes de la faim...Et combien de milliers de détenus politiques (beaucoup sous l'étiquette de droits communs - c'est le cas pour les émeutiers de la faim) sont encore en prison ?

Ces mesures vont permettre à certains opposants et partis d'opposition de respirer un peu. Mais il ne s'agit pas là d'une véritable démocratisation. Ce ne sont que des mesures égrenées par en haut qui ne donnent aucune garantie démocratique sérieuse. Les partis politiques interdits n'ont d'ailleurs toujours pas été légalisés...

Espérons toutefois que, si le poids de la dictature s'allège ne serait-ce qu'un peu, cela permettra aux travailleurs tunisiens d'élargir les moindres possibilités qui leur sont offertes, si elles leur sont offertes, et de conquérir des positions.

Mais la démocratie, le peuple tunisien ne peut l'espérer que dans la mesure où c'est lui-même, d'en bas, qui l'imposerait, en ouvrant les prisons, en rétablissant par la rue toutes les libertés effectives, permettant en particulier aux plus pauvres de s'organiser pour arracher aux nantis ce qui leur manque et pour se protéger de l'arbitraire de ceux qui les exploitent et les oppriment.

Cela, ça ne s'est jamais fait par des règlements de comptes de palais, ni grâce à des demi-mesures octroyées d'en haut, mais par l'irruption des masses elles-mêmes sur la scène politique, c'est-à-dire par la révolution sociale.

Liliane LEFEVRE

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ciné

LE DERNIER EMPEREUR
de Bernardo Bertolucci

Ce film retrace l'existence mouvementée du dernier empereur de Chine, Pu Yi qui vécut de 1906 à 1967.

Pu Yi, personnage fallot et lamentable n'a pas joué dans l'histoire un rôle très important. C'est que le temps de l'empire était révolu en Chine. Quelques années à peine après son accession à la dignité impériale, alors que l'empereur était encore un gamin, la République fut proclamée ; et si Pu Yi conserva son titre ce n'était plus qu'une fiction, et c'était à la condition de ne pas sortir de la «Cité interdite», c'est-à-dire de l'immense Palais impérial de Pékin.

Quelques années encore, et Pu Yi fut sommé de déguerpir dans un délai d'une heure ! Il trouva alors refuge auprès des impérialistes qui occupaient à cette époque des portions du territoire chinois.

Parmi ces impérialistes, les plus agressifs étaient les Japonais, qui avaient déjà colonisé en grande partie la Mandchourie – le Nord-Est de la Chine – et qui allaient bientôt tenter de s'emparer de l'ensemble du pays.

Il se trouve que la dynastie impériale chinoise était d'origine mandchoue. Les Japonais préférèrent alors, plutôt que d'annexer ouvertement la Mandchourie, créer un Etat fantoche, le Mandchoukouo, et d'en confier la direction – tout à fait fictive – au faible Pu Yi qui se prêta à cette comédie.

Mais finalement, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Japon fut vaincu, et la Mandchourie occupée par les Russes d'abord, et par les Chinois ensuite. Pu Yi fut fait prisonnier.

En fin de compte, après la révolution maoïste, le «dernier empereur» considéré comme un criminel de guerre complice des Japonais fut condamné à dix ans de camp, et n'en sortit qu'une fois qu'il fut considéré comme «rééduqué».

Il termina ses jours comme jardinier à Pékin, le régime ayant décidé d'en rester là avec lui...

★
★ ★

En deux heures quarante (le film est très long !) nous voyons défiler soixante ans d'histoire de la Chine qui ont fait de ce pays, d'un empire archaïque, une République nationaliste d'abord, et après la victoire de Mao, une république «populaire».

A vrai dire, on ne voit guère les révolutions qui ont bouleversé la Chine. On ne voit l'histoire de la Chine qu'à travers le pitoyable «dernier empereur» qui dans la réalité fut probablement beaucoup plus cruel, veule, et bien moins sympathique qu'il n'apparaît dans le film.

Le réalisateur prétend qu'il a pu librement filmer ce qu'il a voulu en Chine. Mais son film laisse l'impression qu'il y a eu un compromis avec les autorités chinoises, pour présenter une certaine image de la réalité. Officiellement, en Chine, Pu Yi est considéré comme l'exemple d'un complice des criminels de guerre qui a été amendé par son séjour en prison, et qui a donc fini par devenir un homme honorable. C'est possible. Mais il est probable que ce fut le dernier rôle qu'accepta ou que fut contraint de jouer le dernier rejeton de la dynastie impériale.

Malgré ces réserves sur l'authenticité du personnage, et sur certaines parties manquantes de l'histoire, le film est une fresque somptueuse, tournée sur les lieux mêmes des faits en particulier au sein de la «Cité interdite». C'est superbe, bien joué, bien filmé, et on apprend beaucoup de choses sur l'histoire de la Chine.

André VICTOR

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A: LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire): 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. _ B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 14 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

Unanimité derrière Marchais:

LE DÉCOR ET LA RÉALITÉ

Le 26e Congrès du Parti Communiste Français, s'est tenu la semaine dernière. Autant, il y a deux ans, un an après que le PC eut quitté le gouvernement socialiste, le 25e Congrès avait été le congrès des doutes, de l'autocritique (Marchais y avait déclaré s'être trompé – et les travailleurs avec-pendant 25 ans !), autant le congrès qui vient de s'achever a été celui de l'autosatisfaction : «Au 25e Congrès, nous avons tiré les enseignements de la période historique d'un quart de siècle marquée par la stratégie du Programme commun, et l'impasse à laquelle elle a abouti (...). Depuis, le développement des luttes, la reprise de la progression de nos effectifs, le succès de grandes initiatives organisées ou soutenues par notre parti témoignent de l'efficacité de l'orientation politique décidée au 25e Congrès et de la pratique qui en découle. Mise à l'épreuve des faits, cette politique a prouvé sa validité».

Acclamations pour la reélection de Georges Marchais. (Photo AFP).

Marchais, que l'on disait fini, a été réélu à la quasi-unanimité. Il est vrai qu'entre-temps, Juquin a été exclu et les rénovateurs ne sont plus dans le parti, à part Damette qui restait seul au Comité Central et qui n'y a pas été réélu.

Au niveau des apparences, on pourrait se dire que la seule opposition exprimée (les rénovateurs) étant évacuée, la direction du parti a repris en main l'appareil, resserré les rangs derrière elle, bref, que ce congrès aura été en quelque sorte, celui du retour au monolithisme, dans le déclin toutefois.

En somme, au niveau des congrès et de l'appareil, tout semble rentré dans l'ordre. Mais il faut bien voir que l'opposition de Juquin n'avait elle-même pas été un bien grand désordre ! Il s'était bien gardé à l'époque (et aujourd'hui encore, même de l'extérieur) de mener le débat sur les virages du PC, sur sa politique au gouvernement. Et la discussion du 25e Congrès n'en était en fait pas une.

Si Juquin s'était alors exprimé contre Marchais, il ne l'avait fait que de manière très floue. Et il s'est trouvé bien loin d'exprimer dans toute son étendue, le trouble bien réel de la base du parti, en particulier de sa base ouvrière, bien loin de représenter à lui seul la perte de confiance des militants communistes en leur direction.

Le départ de Juquin n'a pas ému plus que cela la plupart des mêmes militants. Mais l'unanimisme des Congrès du parti derrière sa direction n'est bel et bien qu'une illusion. Et il y a toutes les chances pour que la crise de confiance des militants ait conservé toute son ampleur. Ce n'est pas parce que la perte de confiance ne s'exprime pas haut et fort, soit qu'on l'empêche de s'exprimer, soit plus vraisemblablement encore parce que la défiance à la base du parti ne trouve personne au sein du parti ayant la volonté de l'exprimer politiquement de façon claire, qu'elle n'existe pas.

Lajoinie attend-il son heure? (Photo AFP).

Malgré ses pertes sur le terrain électoral, le PC reste un parti de militants ouvriers, qui sont sa force véritable, et qui continuent à militer dans chaque ville, dans chaque entreprise ou presque, dans tout le pays. Certains, bien sûr, ont perdu le moral et ne militent pratiquement plus. Mais d'autres voudraient garder le moral, ne pas baisser les bras, continuer à militer et communiquer leur propre détermination aux travailleurs qui les entourent.

Ces militants-là ont actuellement besoin de perspectives politiques qui leur permettent de garder des possibilités militantes malgré la période, qui, avec la pression du chômage, n'est pas facile. Mais ils restent désorientés et le plus souvent sceptiques sur la capacité de leur direction à leur offrir de telles perspectives.

Le texte du Congrès affirme : *«Notre parti est un parti de gouvernement. Comme le 25e Congrès l'a précisé, pour mettre en oeuvre une politique nouvelle, le Parti Communiste «entend prendre à la direction des affaires du pays la place que lui accordera le suffrage universel»* en concluant *«des accords entre formations politiques, en particulier avec le Parti Socialiste lorsque de tels accords s'avèreront possibles»*.

Cette nouvelle «perspective» gouvernementale, en admettant qu'elle puisse à nouveau séduire les militants tout de même vaccinés après l'expérience de 1981-84, paraît bien éloignée dans l'avenir, pour ne pas dire irréalisable. Et en attendant, comment militer pour que la classe ouvrière remonte la pente, et change le rapport de force en sa faveur en cette période de chômage et d'offensive de la bourgeoisie ?

Alors, parmi ces militants qui sont toujours au PC, qui ne se sont pas exprimés au congrès, qui ne s'expriment peut-être pas non plus au niveau régional, mais qui n'en pensent pas moins, sans pour autant se tourner vers un politicien comme Juquin, nombreux sont ceux qui pourraient peut-être trouver un terrain commun avec les militants révolutionnaires, pour peu que ceux-ci prennent la peine de chercher en eux des interlocuteurs.

Car leur trouble reste réel, et les révolutionnaires, eux, ont des perspectives militantes à leur proposer, ne serait-ce que la nécessité d'oeuvrer à la généralisation des luttes de la classe ouvrière, en une contre-offensive d'ensemble contre la bourgeoisie et le patronat. Il appartient aux militants révolutionnaires de nouer des liens avec ces militants, et d'instaurer avec eux une nouvelle tradition de discussions exemptes de tout sectarisme.

Ces militants ouvriers communistes sont bien plus nombreux que ceux qui se sont tournés vers Juquin. Et pour les militants révolutionnaires, le PC réel n'est pas celui des congrès, mais le Parti Communiste de ces militants-là.

Jean RAYNARD

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995